

ANTI-DISCRIMINATION

Combattant traînard



Harcèlement - une forme de discrimination que l'Union européenne ne veut plus tolérer.

(photo: Prevent)

Le Luxembourg, pays de toutes les cultures, tarde à transposer deux directives de lutte contre les discriminations. Il vient d'être condamné par la Cour de justice européenne.

(rw) - Le 30 novembre dernier, le parlement a retiré deux projets de transposition de législation européenne, pourtant échus. Les directives en question, qui concernaient des mesures de lutte contre les "discriminations fondées sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle", datent de 2000. L'une traitait plus spécifiquement du monde du travail, tandis que l'autre incluait les domaines de la santé et de la protection sociale, de l'éducation et de l'accès aux biens et services ainsi que du logement.

La transposition de ces deux directives, qui différencient entre discriminations directes et indirectes, permettra des actions en justice au niveau du droit civil et du droit du travail, alors qu'une loi de 1997 complétant le code pénal en portant incrimination du racisme avait introduit des sanctions pénales. Pour un appli quant à un poste vacant, cela pourrait être l'occasion de saisir le tribunal à cause d'une restriction d'âge non fondée (discrimination directe). Pour une équipe de femmes de charge, de dénoncer le fait que leurs salaires sont plus bas que ceux de leurs collègues masculins, comme pratique sexiste (discrimination indirecte). Mais les directives retiennent également que le harcèlement d'autres personnes sur fond raciste, sexiste ou homophobe ou visant un handicap est punissable.

Encourager les victimes

Le Luxembourg, ce bon élève européen, a donc accumulé un retard de cinq ans, ce dont s'était plainte à plusieurs reprises l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI). D'ailleurs, l'Agéfi vient de signaler en décembre que la Cour de justice des Communautés européennes a condamné le Luxembourg pour défaut de transposition. Le re-

trait du rôle des deux projets s'explique par le fait que le gouvernement a élaboré - suite à la critique impitoyable du Conseil d'Etat d'il y a un an - un nouveau projet de loi unique, qu'il vient de déposer le 22 novembre.

L'attitude critique de la haute corporation avait visé en première ligne le caractère incomplet de la transposition. Ainsi, concernant les lieux de travail, les auteurs avaient "épargné" le secteur public. Mais le Conseil d'Etat avait également admonesté le ministre de la justice qui avait jugé superflu de créer, comme le prévoyait la directive, un "organisme de promotion de l'égalité de traitement".

Le nouveau texte, de la seule plume du ministre du travail, ne répond que partiellement aux exigences du Conseil d'Etat. Serge Kollwelter de l'ASTI signale qu'il omet une nouvelle fois les services publics en tant qu'employeur. Dans le commentaire de la loi, on peut lire que cette partie de la transposition sera assurée par le ministère de fonction publique. "Quand?", demande Kollwelter.

D'autres aspects vont certainement encourager les victimes à mieux se défendre, comme le renversement de la charge de la preuve ou la défense des droits personnels devant le tribunal par une ONG agréée ou un syndicat. Mais cela n'en fait pas encore un texte courageux. Prenons l'exemple du rôle des syndicats: le projet de loi retient seulement dans l'exposé des motifs qu'il est "souhaitable qu'à l'avenir les conventions collectives de travail contiennent des dispositions antidiscriminatoires", alors que dans d'autres pays, elles sont exigées par la loi. On rencontre la même tiédeur dans les nouveaux articles sur la création d'un "centre pour l'égalité de traitement". D'abord, afin de satisfaire à une autre directive, le champ d'action de ce centre a été élargi pour traiter aussi de l'égalité de traite-

ment entre hommes et femmes - on économise un deuxième centre. Ensuite, pour la composition, on a prévu un organe de cinq membres, nommés sur proposition du parlement. Il n'est pas précisé que des ONG doivent être représentées dans cet organe. L'aide aux victimes se réduit à un "service de conseil et d'orientation". Serge Kollwelter s'inquiète: "La structure semble à première vue minimale par rapport à un champ d'action pourtant très vaste."

Concept de race

Mais les plus grandes failles du projet de loi figurent déjà dans les directives qu'il transpose. Ainsi, il y est expressément formulé que la "directive ne vise pas les différences de traitement fondées sur la nationalité" - par exemple dans les services publics. Même réserve pour le domaine de la religion et le statut des églises. Et enfin, la directive est "sans préjudice des lois relatives à l'état civil": les couples homosexuels, auxquels il est interdit de se marier, ne doivent même pas songer à saisir la Cour européenne.

Un défaut à première vue plus philosophique a également été repris de la directive: l'utilisation du terme de "race". La directive générale souligne encore que son emploi n'implique nullement l'acceptation de théories racistes. Mais le projet de loi luxembourgeois ne reprend plus cette précision. Par contre, le gouvernement fédéral de Belgique, jugeant qu'il "n'existe aucune base scientifique pour parler de races humaines" a retenu le terme de "prétendue race". Au Luxembourg, à l'instar de la France, on a opté pour la formule moins heureuse de "l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnique ou une race".

Il est intéressant que la liste française comporte encore deux ajoutées: l'apparence physique et le patronyme. A noter que dans la loi luxembourgeoise de 1997, le législateur avait déjà introduit la notion de "couleur de peau", qui n'est cependant pas reprise dans le nouveau projet de loi. Comme quoi le terme de race est non seulement "raciste", mais ne permet pas de décrire les situations de discriminations. La professeure en droit public Gwénaële Calvès retient dans un article paru dans "Critique internationale" que "la 'race' est une catégorie vide".

Mais soulever de telles questions est peut-être inadéquat dans un contexte luxembourgeois où les victimes de discriminations et de violence n'osent même pas porter plainte. Ainsi, dans une analyse comparative de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes parue en septembre, le Luxembourg figure parmi les pays qui n'ont pas "identifié de besoin" d'une formation spéciale pour agent-es de police dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le racisme à l'intérieur de la police. Il fait également partie des pays où la police n'incite pas, par des campagnes médiatiques ou des sites Internet, les victimes potentielles à porter plainte. Et l'administration n'a pas encore produit d'informations publiques sur sa façon de les aider.

Obdachlose: Kost und Logis gesichert

Von einer mangelnden Versorgung der "sans-abri" könne keine Rede sein, versicherte Albert Dondelinger, Leiter von Caritas Accueil et Solidarité, gegenüber der woxx. Damit widersprach er den Printmedien, die die schlechte Betreuung für Obdachlose angeprangert hatten. Die Einrichtungen des "Foyer de nuit Ulysse" sowie des Tageszentrums Téistuff seien rund um die Uhr wochen- wie feiertags zugänglich und dies schon seit Jahren. Die Téistuff stelle Mahlzeiten, Sanitäranlagen, Aufenthaltsmöglichkeiten sowie soziale Betreuung zur Verfügung. Das Foyer Ulysse biete 64 Schlafplätze und habe darüber hinaus Abkommen mit diversen Pensionen und Hotels. Dass in den Berichten auf RTL frierende Obdachlose vor den Türen des Foyers gezeigt wurden, liege am Verbot von Alkohol und Drogen in den Einrichtungen. In Luxemburg sei die Aufnahme von Obdachlosen das ganze Jahr über garantiert und es sei niemand gezwungen draußen zu übernachten. So hätten im vergangenen Jahr über 2.000 Personen die verschiedenen Angebote wahrgenommen - wobei man anstrebe, die Leute nur so kurz wie möglich in Obhut zu nehmen, um im Rahmen einer Reorientierung neue Lösungen zu finden.

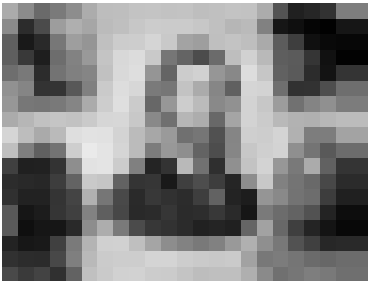
Lucien Lux: Touche pas à mon Kyoto!

Le match Lux-Krecké, suite aux propos controversés du ministre de l'économie dans le Kéisecker, se poursuit en 2006. Jeannot Krecké, dans une interview du Journal intitulée "Not everybody's darling", persiste et signe: le maintien d'un niveau élevé de prestations sociales dépendrait du maintien de la croissance économique à 4 %. Cela aurait pour conséquence une consommation d'énergie plus élevée, entrant en conflit avec les objectifs de Kyoto. Krecké met également en garde contre les désavantages compétitifs du Luxembourg, qui découleraient notamment de la politique de l'environnement.

Lucien Lux, répondant à une question parlementaire de Claude Meisch, reprend par écrit les contre-attaques lancées fin décembre lors d'une conférence de presse: "Les délocalisations n'ont rien à voir avec la protection de l'environnement, mais avec les coûts de production de la main d'oeuvre, et l'environnement politique et syndical." Le ministre de l'environnement plaide pour un découplage entre la croissance économique et les émissions de CO2. Interviewé par le Télécran, Lux constate que la communication avec son collègue passe surtout par la presse. Et rajoute: "Mais je vous assure que notre relation est meilleure qu'il n'y paraît."

Luxemburgismen inklusive

Seit mehr als zehn Jahren hat es das nicht mehr gegeben: Das woxx-Redaktionsteam setzt sich ausschließlich aus LuxemburgerInnen zusammen. Ein im Sommer vakant gewordener Redaktionsposten wurde von der Luxemburger Historikerin und Philologin Christiane Walerich besetzt. Arbeitsminister Biltgen freut sich wegen seiner Statistik, das woxx-Team vor allem, weil nun die Zeiten von Unterbesetzung und Urlaubsstopp (hoffentlich) vorbei sind. Aber eigentlich haben wir ja nichts mit Heimattümelei am Hut und sehen sogar unseren Multi-Kulti-Status in Gefahr. Auch die Angst, dem verpönten "Luxemburger Zeitungsdeutsch" anheim zu fallen geht um. Wenn also demnächst wieder vermehrt von Mantelbrettern oder Streckeisen in der woxx zu lesen ist, bitten wir um Nachsicht. Wir üben fleißig und haben auch schon eine Duden-Großbestellung herausgeschickt...



L'homme blanc au centre de la création: les théories racistes du 19e siècle causent toujours des dégâts.

